

Francis Berthod
Professeur de STS tertiaire

**La filière professionnelle tertiaire,
une filière sacrifiée ?**

**Plaidoyer pour la création
d'une licence de technicien supérieur**

À l'automne 2018, j'ai réalisé un remplacement de quelques semaines dans une STS tertiaire que j'avais quitté il y a 4 ans. Cette expérience fut sidérante. Les sections sont composées principalement de jeunes sans projet, sans motivation, sans envie de travailler et sans réelles compétences. Une situation que je pensais impossible dans l'enseignement supérieur. J'ai alors mieux compris pourquoi 28 % des élèves n'ont pas eu de propositions ou sont restés inactifs sur Parcoursup en 2018.

J'ai ensuite découvert que les personnes auxquelles j'en parle ne me croient pas ou pensent que j'exagère... Ce problème reste méconnu du grand public alors qu'il constitue un problème important du système scolaire. Il concerne pourtant des centaines de milliers de jeunes qui sortent sans diplôme ou mal qualifiés et sont quasiment condamnés à la précarité.

La révolution numérique, va encore aggraver la situation de ces personnes sans ou sous-qualifiés et la fracture sociale. Cette réalité entraîne déjà des coûts sociaux qui doivent être assumés par la société lesquels sont sous-estimés sur le long terme (chômage, maladie, requalification...).

Parmi les filières professionnelles, la filière tertiaire (bac pro et BTS) est celle qui accueille le plus de jeunes (environ 300 000), celle dans laquelle on rencontre le plus d'élèves en déshérence et celle qui connaît les plus importants problèmes d'insertion. Il y a urgence à agir, à mettre en œuvre de nouvelles pratiques et de nouvelles organisations et à sortir ce débat du cercle fermé du milieu de l'éducation.

Cette expérience m'a permis de faire le point sur la situation et sur le niveau des élèves de bac professionnel et de STS et de proposer des pistes pour prolonger la réforme et restaurer les STS en proposant de créer une licence de technicien supérieur.

Un succès quantitatif

La situation actuelle résulte de la mise en œuvre ambitieuse de politiques destinées à démocratiser l'enseignement, en permettant à des enfants issues de classes sociales défavorisées ou de l'immigration de faire des études. Cette ambition s'est concrétisée par des objectifs chiffrés : amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat, puis avoir 50 % d'une classe d'âge diplômé du supérieur. Les succès ont été obtenus en ouvrant les vannes des bacs pros à un flux croissant d'élèves. C'est ce qui a permis d'atteindre les 80 % d'une classe d'âge au bac en 2012. Ces évolutions ont permis un élargissement des élites et des classes moyennes. C'est une réussite incontestable des politiques menées depuis de nombreuses années.

Des conséquences qualitatives

Toute médaille a un revers. Après avoir ouvert les portes des bacs pros aux enfants de milieux sociaux défavorisés, il a fallu les garder et les amener au bac. Ces résultats ont été obtenus en fluidifiant l'écoulement et les aspérités ont été gommées (simplification des programmes, suppression des redoublements, modification de l'évaluation des compétences, mise en œuvre d'une bienveillance généralisée). Enfin, pour faciliter l'obtention du bac, les exigences ont été réduites. Dans ces filières professionnalisantes, il en a résulté une diminution des compétences et de l'employabilité des jeunes et des difficultés pour poursuivre des études car ils ne sont plus adaptés à l'enseignement supérieur et à leur entrée sur le marché du travail.

- Ceux qui s'inscrivent dans le supérieur ne sont pas pris en université et en IUT et les rares à être pris, échouent massivement en licence. Par ailleurs, le nombre de place en STS est insuffisant et ceux qui sont admis ont un taux de réussite bien inférieurs aux étudiants issus d'autres bacs.
- Ceux qui entrent sur le marché de l'emploi peinent à trouver du travail et 30 % sont au chômage 3 ans après avoir obtenu un diplôme et ceux qui travaillent ont souvent des emplois sans lien avec leur formation initiale.

Parcoursup a mis en lumière le profil particulier des bacs professionnels et leur inadaptation aux poursuites d'études en 2018. Les chiffres 2019 confirment l'importance du problème. L'Éducation nationale et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ont proposé en urgence des solutions de secours, des classes passerelles, des formations d'adaptation et d'autres formules plus ou moins improvisées.

Environ 100 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme, on peut leur ajouter environ 90 000 jeunes des filières tertiaires qui sortent au niveau du bac, soit 190 000 jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi en étant sous qualifiés et déclassés et qui connaîtront à des échelons divers des difficultés d'insertion professionnelle car ils ne sont pas formés ou mal formés. Une enquête réalisée par le laboratoire Pacte du CNRS de Grenoble auprès des groupes facebook des Gilets jaunes montrent que 32 % des personnes qui ont répondues sont sans diplôme et 32 % ont un niveau bac maximum. Il est impossible de ne pas faire un parallèle entre ces deux séries d'informations.

La réforme de l'enseignement professionnel

Une réforme de l'enseignement professionnel a débuté à l'automne 2018. Elle va se généraliser dans les 3 ans qui viennent. Ses attendus sont multiples : améliorer l'orientation, aider les jeunes à trouver un projet professionnel, valoriser les filières par la création de campus d'excellence, revaloriser les compétences professionnelles et les savoir-être, généraliser l'alternance, faire travailler les enseignants en co-intervention, créer un chef-d'œuvre... Il est difficile de ne pas être enthousiaste devant une réforme qui promeut l'Excellence, l'exigence professionnelle, les projets personnels, les compétences de pointe, la consolidation des diplômes, l'alternance.

La réforme est ambitieuse. Elle repose sur une analyse rigoureuse des difficultés rencontrées par l'enseignement professionnel et les solutions apportés prennent en compte les remarques émises par le Cnesco notamment. Elle constitue une bonne base pour améliorer la situation, mais elle soulève des interrogations et contient des paradoxes qui devront être résolue dans l'avenir.

Les mesures sont-elles à la hauteur des problèmes ? La réponse est complexe. On parle de conforter les diplômés tout en réduisant le nombre d'heures de cours et le nombre de postes d'enseignants (1 500 postes en moins). On parle de développer l'alternance, alors que les entreprises signent de moins en moins de contrat au niveau du bac pour les signer avec des BTS dans les filières tertiaires. On parle de restaurer les compétences professionnelles, mais la durée de professionnalisation se fera en 2 ans au lieu de 3, sur les classes de première et de terminale (la classe de seconde sera consacrée à une préprofessionnalisation et au choix du métier). On parle d'allouer 50 millions d'euros au campus d'excellence, là où on affecte 7,5 milliards aux initiatives d'excellence du supérieur.

Enfin, le problème majeur des filières tertiaires est d'accueillir des jeunes sans projet et en déshérence, qui viennent par défaut, notamment en bac pro gestion et administration (GA). Les solutions proposées consistent à limiter le nombre de places en bac pro GA, à insérer des heures d'accompagnement au projet professionnel et à orienter ces jeunes vers d'autres bacs offrant plus de débouchés. Il semble excessivement optimiste de penser qu'il suffit de mettre des heures d'accompagnement à l'orientation pour transformer un non-choix en choix. Il y a là une croyance dans un volontarisme qui fait fi de la complexité d'adolescents qui ne savent pas ce qu'ils veulent faire et parfois n'ont pas envie de le savoir. Au regard des moyens engagés dans la nouvelle réforme, il n'est pas certain que les résultats soient à la hauteur des attentes.

Plaidoyer pour une licence de technicien professionnel

Les réformes engagées depuis quelques années en STS tertiaires se sont toutes orientées vers une adaptation des compétences et des exigences à la baisse pour faciliter la poursuite d'études des bacs pro et notamment du bac pro gestion et administration qui représente le bac pro le plus important en effectif (185 000 en 2017). **On assiste à une paupérisation programmée.** Il faut **impérativement** arrêter cette évolution pour ne pas en faire une **filière ségrégative** et il est essentiel de restaurer les compétences des STS.

Une piste pour mobiliser ces jeunes pourrait être la mise en œuvre d'un suivi individualisé et d'une pédagogie innovante susceptible de les motiver. Travailler autrement sur des projets, des actions ou des résolutions de problèmes réels. Mettre en place des actions en partenariat avec des entreprises, pour améliorer les compétences pratiques professionnelles... Initier un travail collaboratif qui sensibilise aux savoir-être. Ces initiatives peuvent améliorer l'attitude et l'implication des jeunes. Pour cela il est indispensable de donner plus de libertés aux équipes enseignantes pour innover et créer une relation nouvelle et personnalisée avec chaque jeune.

Mais ces mesures ne résoudre pas le manque de compétences et la baisse des niveaux induits par le passage des bacs pros de 4 ans en 3 ans. Il est indispensable de restaurer cette année supprimée en 2009 qui pénalise beaucoup les jeunes qui souhaitent entrer en STS. C'est la raison pour laquelle nous proposons de transformer le BTS en 2 ans en licence de technicien supérieur en 3 ans (LTS). Cette solution permettrait de sortir des difficultés par le haut en améliorant les compétences et en redynamisant le diplôme.

I. Expérience en STS

La partie qui suit décrit des situations et des évènements qui peuvent sembler anecdotiques, **si l'on oublie qu'ils concernent des adultes majeures de 18 à 20 ans, qui ne sont pas au collège ou au lycée, mais en 1^{re} et 2^e année d'enseignement supérieur.**

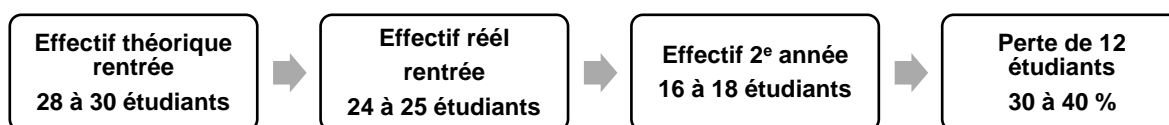
• Le contexte

Ce témoignage décrit, le plus objectivement possible, la réalité quotidienne d'un professeur d'enseignement professionnel de STS tertiaire au contact d'étudiants issus à 70 % de bacs professionnels. Le propos n'est en aucun cas de les stéréotyper ou de les stigmatiser.

L'établissement est un lycée technologique et professionnel qui prépare des 3^e professionnel, des CAP, des mentions complémentaires, des bacs technologiques et professionnels et des BTS tertiaires. Il est situé en périphérie d'une agglomération de 130 000 habitants et il n'est pas dans une banlieue sensible. Le recrutement est conforme aux autres établissements de même configuration avec une tendance depuis 20 ans à un accroissement de la proportion de bacs professionnels dans les effectifs.

Depuis 20 ans, il est de plus en plus difficile de stabiliser les effectifs et les sections sont confrontées à une déperdition importante d'étudiants en cours de formation.

- Au début des années 2000, chaque classe de STS démarre avec un effectif de 27 à 28 étudiants en 1^{re} année, pour une section de 24 à 25 étudiants en 2^e année. La déperdition est d'environ 10 à 15 %. Elle correspond à des démissions ou à une interruption par manque de travail.
- Depuis les années 2005/2006 les classes débutent avec un nombre d'inscrits identique, mais 3 à 4 étudiants sont absents à la rentrée ou ils s'arrêtent dès la première semaine. Les effectifs de 2^e année sont alors passés à 20 / 22 étudiants. Ce qui a contraint à réaliser un sur-recrutement en 1^{re} année.
- À partir des années 2010 / 2011, avec l'arrivée des bacs professionnels en 3 ans, il est devenu encore plus difficile de stabiliser les effectifs et le nombre d'étudiants en 2^e année se situe régulièrement entre 16 et 18 soit une perte de 35 à 40 %.



Les résultats au BTS sont généralement supérieurs à ceux constatés dans les autres lycées et sont systématiquement au-dessus des moyennes académiques.

En résumé, le lycée qui sert d'analyse est un établissement plutôt bien coté, dont le public n'est pas spécialement favorisé avec une tendance à recevoir une proportion de bacs professionnels supérieure à la moyenne.

• L'expérience

❖ Connaissances, compétences, savoir-faire

L'effectif théorique de la section de 1^{re} année est de 28 étudiants, dans les faits 23 étudiants sont présents. Par ailleurs, il y a constamment 1 à 3 absents par cours et 2 à 3 étudiants qui arrivent en retard.

Lors du premier cours, je présente les compétences qui seront abordées durant les semaines suivantes et je fais le point sur l'origine des étudiants. Environ 70 % des jeunes proviennent de bacs professionnels, 25 % de bacs technologiques (STMG) et le reste de bacs divers (généraux ou autres). La répartition est conforme aux années antérieures, sans évolutions particulières, y compris en ce qui concerne la répartition entre bacs technologiques et professionnels.

Avant de commencer en 1^{re} année, j'ai demandé aux collègues s'il était utile de faire des mises à niveau, notamment en bureautique, du fait de la grande hétérogénéité des compétences constatée antérieurement. Il m'a été répondu que c'était inutile, puisque tous ces jeunes avaient reçu une formation sur les applications de bases (Word, Excel, PowerPoint) dans leurs cursus précédents.

Réservé sur cette réponse, j'ai demandé à la classe de faire deux travaux sur Excel, pour la séance suivante. Ils consistent à faire des calculs sur un tableau de données et à construire deux graphiques. Je leur ai remis des fiches opératoires et des vidéos qui expliquent comment réaliser les graphiques demandés.

Lors du cours suivant, je leur demande de me présenter les graphiques réalisés. Seulement 3 étudiants ont fait le travail avec plus ou moins de réussite, les autres expliquent qu'ils n'ont pas compris le travail à faire et comment

le réaliser (malgré les supports mis à leur disposition). Je reste sceptique dans la mesure où les ressources fournies montrent pas à pas comment construire ces graphiques...

Ne connaissant pas suffisamment la section pour faire la distinction entre le manque de prérequis et le manque de travail. J'admets que le groupe manque de prérequis. Le travail était trop complexe pour un début d'année. J'ai la confirmation de ce que je redoutais. Je poursuis la séance en coconstruisant les deux graphiques avec eux et en vidéo-projetant la progression.

Après cette expérience, il m'apparaît opportun de faire le point sur leurs compétences pratiques et sur leurs capacités d'analyse professionnelle. Je leur donne un travail en temps limité, qui me permet de suivre en direct leur démarche et leur esprit d'analyse.

Le travail consiste à analyser l'évolution du chiffre d'affaires d'une entreprise concernant deux familles d'articles. Le fichier source Excel est téléchargeable et je leur demande de calculer le chiffre d'affaires total, puis d'identifier les évolutions par famille d'articles à l'aide de graphiques pour en faciliter la lecture. Pour les aider à solutionner le problème, je les autorise à travailler en binôme.

Exercice à réaliser

M. xxxx, vous remet le tableau des ventes des 5 dernières années. Il apparaît que les ventes de l'entreprise stagnent depuis deux ans. M. xxxx cherche des solutions.

Travail à faire

1. Analysez l'évolution du chiffre d'affaires de la société (total, par famille d'articles et en part de chiffre d'affaires par catégories d'articles.

Années	Familles d'articles	
	Cadres	Accessoires
2013	275 260 €	44 650 €
2014	266 400 €	48 220 €
2015	282 000 €	49 340 €
2016	282 300 €	55 420 €
2017	281 280 €	61 763 €

Rapidement, je m'aperçois que 4 étudiants seulement commencent le travail, les 19 autres ne font rien. En passant parmi eux, je constate qu'une majorité n'a pas écouté les consignes et n'a pas lu l'énoncé. Ils font donc autre chose, ils discutent, utilisent leurs smartphones (en cachette) ou ne font rien et attendent une aide ou la correction. Je suis très surpris car je n'ai jamais rencontré une telle situation. Généralement, une majorité d'étudiants travaille (plus ou moins) et une minorité attend ou ne fait rien. Ici c'est l'inverse une minorité travaille et le reste attend ou ne fait rien.

Lorsque j'essaye de comprendre leurs problèmes, les réponses sont toujours les mêmes : « *Je ne comprend pas ce qui est demandé* », « *je ne sais pas comment faire* », « *je ne comprend pas ce que veut dire : analyser l'évolution du chiffre d'affaires* », « *j'ai toujours été nul en informatique* ». Ces justifications sont de véritables mantras. Ils sont particulièrement efficaces, car ils déchargent l'étudiant de toutes responsabilités et ils renvoient cette dernière sur l'enseignant dont l'énoncé est suspecté de ne pas être claire, trop complexe ou mal expliqué. L'étudiant se victimise et le professeur est suspecté d'être mauvais pédagogue.

Je découvre également qu'un tiers de ces étudiants exprime une réelle incompréhension, leurs regards perdus et inquiets prouvent leur bonne foi et je réalise qu'ils ne mentent pas et qu'ils ne comprennent pas ce qui est demandé, alors que ce travail ne devrait poser aucune difficulté pour des étudiants issus de bacs professionnels et technologiques. Ils n'ont pas les outils intellectuels pour comprendre et ils n'ont pas de méthodes pour travailler. Ils ne savent pas analyser une problématique.

J'explique ce que signifie « analyser » et je leur montre par des exemples en quoi consiste l'analyse d'une situation. Pour soutenir mes propos, je repars de l'énoncé et leur demande de faire ressortir les éléments positifs et négatifs de ces chiffres et je les oriente vers la réalisation de graphiques qui les aideront à visualiser les évolutions et faciliteront l'étude.

Je suis alors confronté à un nouveau problème, une partie des étudiants déclare ne pas savoir faire un graphique sur Excel. Certains affirment même ne l'avoir jamais fait dans leur scolarité précédente, alors que ces compétences sont au programme des bacs tertiaires... **Je n'ai jamais rencontré autant de mauvaise foi, un tel refus de travailler et un tel manque de compétences, de connaissances, de méthodes et d'outils d'analyse.**

Je découvre également qu'ils ont peu de connaissances économiques et managériales et qu'ils ne suivent pas l'actualité.

Au détour d'une discussion, je cite le nom de Carlos Ghosn (avant son arrestation). Ne voyant aucune réaction, je m'interroge sur leur culture managériale et je demande qui est Carlos Ghosn. Personne ne répond à la question. J'essaie d'autres noms : Bernard Arnault, Francois Pinault, Carlos Tavares. Personne ne connaît ces personnes. Il apparaît qu'ils n'ont quasiment aucune culture macro-économie, micro-économique et managériale.

La situation est désarmante. Comment enseigner à une classe dont les $\frac{3}{4}$ des membres n'ont pas envie de travailler ? dont la plupart n'ont pas les prérequis d'une formation post-bac ? Comment gérer la mauvaise foi systématique d'une partie de ces jeunes ?

❖ Motivation, attention

La classe est perpétuellement en mouvement, il se passe constamment quelque chose, qui oblige à interagir pour corriger une attitude, une posture, un propos, rappeler à l'ordre ou redire les règles à respecter, faire taire, recentrer, canaliser. Chaque séance fait l'objet de 5 à 10 interactions qui interrompent le bon déroulement du cours.

Une majorité d'étudiants n'écoutent pas les consignes, ne lisent pas les énoncés et refusent de travailler. Fort logiquement, ils ne savent pas ce qu'il faut faire, ils ne comprennent pas ce qui est demandé et ils ne peuvent répondre aux questions posées ou réaliser les travaux.

L'attention et l'écoute sont difficiles à obtenir et ne durent jamais. Ils se dispersent constamment. Une plupart n'ont pas d'objectifs et attendent la fin du cours sans se faire remarquer et sans travailler. Certains s'ennuient et supportent le cours, tous leurs signaux non verbaux l'attestent.

Lorsque j'évoque avec eux leur vécu, leur ressenti, leurs projets, leurs attitudes, les réponses les plus fréquentes sont les suivantes :

- à la question pourquoi êtes-vous dans cette section et quel est votre objectif ? les réponses sont invariablement « Préparer le BTS » ou « avoir le BTS ».
- à la question pourquoi ne vous donnez-vous pas les moyens de réussir ? Les réponses sont toujours les mêmes : « *Il y a trop de travail* » ; « *Je n'ai pas compris* » ; « *je n'ai jamais été bon* » ; « *j'ai toujours eu des difficultés* » ; « *je ne vois pas à quoi ça sert* », « *c'est inutile* ».

Mis face à leurs contradictions, certains n'hésitent pas à dire « *je fais ce que j'ai toujours fait et cela m'a réussi puisque j'ai réussi mon Bac...* ». Ils en déduisent donc que leur stratégie est la bonne, car elle a toujours marché jusqu'à présent.

Beaucoup se mentent, consciemment ou inconsciemment. La plupart n'ont pas de projet personnel ou professionnel. Ils sont là parce que leur famille ou les professeurs les ont persuadés qu'en poursuivant les études ils auraient un diplôme reconnu, un meilleur travail et moins de risques d'être au chômage.

La plupart n'aiment pas l'école et ne supportent plus la relation enseignant-enseigné ainsi que le rapport de soumission et de dépendance qu'il induit. Ils ne veulent plus se plier aux règles de l'école, de la classe, des professeurs... Beaucoup ont une relation à la réalité qui est faussée, alors que leurs résultats scolaires sont moyens, voir décevants, ils sont persuadés que s'ils se mettent au travail ils réussiront. Ils ont une confiance irrationnelle qui les amène à penser qu'il leur suffira de réagir pour réussir. Certains peuvent même l'exprimer par une arrogance incompréhensible. C'est un déni de réalité. Mais la réalité ne leur donne-t-elle pas raison ? puisque le système scolaire et les enseignants de bac professionnel leur ont permis de réussir le bac sans travailler, en atténuant les difficultés pour les aider à réussir et à poursuivre des études.

Un étudiant issu de bac pro ne faisait rien et ne rendait aucun travail. Cet étudiant, était intelligent et sympathique mais rendait toute évaluation impossible.

Fin septembre, je le convoque en tant que professeur principal pour une discussion sur sa situation. Pour préparer l'entretien je consulte son dossier scolaire de bac pro. Je découvre qu'en première et en terminal sa moyenne trimestrielle était de 8/20 et qu'à chaque trimestre il avait eu des avertissements pour manque de travail ou pour comportement inadapté.

Au vu de ces informations, je lui demande comment il a fait pour avoir le bac ? Il me répond très simplement et très franchement qu'il a « travaillé comme un fou » durant le mois du bac. Lorsque je lui fais remarquer que ce comportement ne lui permettra pas d'avoir le BTS car les exigences sont plus hautes et le taux de réussite inférieur à celui du bac, il me répond, « Ça a marché pour le bac pourquoi ça ne marcherait pas pour le BTS ? ».

Une autre fois, j'ai eu 2 étudiantes qui avaient le même comportement. Elles ne rendaient pas les travaux demandés ou avec retard ou incomplets. De plus, elles avaient été prises à tricher dans plusieurs matières. Nous avons essayé pendant 2 mois de les aider, mais lors d'une ultime mise au point elles ont reproché à l'équipe pédagogique de ne rien faire pour les aider et de ne pas faire ce que les enseignants de première et terminale avaient fait pour elles.

Dans ce contexte, l'enseignant qui fait son cours, qui donne du travail, qui rappelle les consignes, qui surveille ce qui est fait et qui demande d'apprendre est un **perturbateur**. Les réactions verbales et non verbales sont révélatrices de ce qu'ils ressentent et pensent du professeur.

❖ Savoir-être

Le manque de savoir-être ou de compétences sociales est certainement ce qui surprend le plus dans ce public. Dans tous les groupes sociaux il existe des opposants quasi systématiques plus ou moins radicaux dont les personnalités sont plus affirmées. En analyse transactionnelle on parle de « rebelle ». Tout enseignant connaît cette caractéristique et sait que dans une classe de 25 élèves il y a 3 à 5 élèves à surveiller d'un peu plus près (Ils représentent en général 15 à 20 % d'une classe).

Ces personnes ne sont pas que des éléments négatifs. Par leurs oppositions systématiques ou leurs interventions intempestives, ils peuvent perturber le bon déroulement d'un cours ou le bon fonctionnement du groupe. Mais ils peuvent, parfois, faciliter l'interaction avec la classe et exprimer ce que d'autres pensent mais n'osent pas dire. L'enseignant doit apprendre à les gérer avec intelligence et parfois avec fermeté, afin que leur participation contribue à construire une vie de classe harmonieuse et facilite le transfert des connaissances et compétences.

La compétence professionnelle de l'enseignant consiste à savoir gérer un groupe et la variété des personnalités qui le compose. C'est un savoir-faire complexe qui est sous-évalué par le monde non éducatif et par les parents qui réduisent souvent le professeur au rôle de transmetteur de connaissances. Plus une classe est difficile et plus cette compétence est indispensable. Elle s'acquiert sur le terrain, au contact des élèves, d'où les problèmes rencontrés par les jeunes professeurs sans expérience qui sont nommés dans des quartiers difficiles.

Si l'enseignant gère mal ce groupe, il peut contaminer 20 à 30 % de la classe et dans ce cas le groupe initial de « rebelle », peut monter à 30 à 40 %, ce qui modifie singulièrement l'ambiance de classe, l'harmonie du groupe, la gestion et le déroulement des cours et la transmission des connaissances et compétences.

En 1^{re} année de cette STS les « rebelles » représentent environ 20 à 30 % du groupe, soit 6 à 7 étudiants. Un taux qui est supérieur à la moyenne et qui explique en partie les difficultés rencontrées.

Lors d'un cours de 2^e année en pédagogie inversée, je corrige des exercices préparatoires, puis je donne un nouveau travail à réaliser. Cette séquence de corrections et de consignes prend environ 20 minutes. Pendant tout ce temps une étudiante me tourne le dos et tourne le dos au tableau sur lequel sont projetées les corrections, les informations et les consignes. Ayant eu des tensions avec elle lors des cours précédents (mauvaise volonté, refus de travailler, refus des consignes), je me retiens d'intervenir pour ne pas perdre de temps et pour voir jusqu'où ira son comportement.

Lorsque mes explications sont terminées. Je m'approche de l'étudiante pour vérifier son travail et je constate qu'elle ne fait rien. Lorsque je m'en inquiète, elle me déclare qu'elle n'a pas compris le travail à faire... Je lui fais remarquer qu'il est difficile de comprendre le travail à faire puisqu'elle tourne le dos au tableau depuis le début de la séance et qu'elle n'a suivi ni les corrections, ni les consignes, ni les indications concernant le travail à faire.

Elle me répond qu'elle a le droit d'être fatiguée et de ne pas suivre le cours... Je lui précise que si elle est fatiguée ou malade, il lui suffit de venir me le dire afin que l'on s'organise au mieux et qu'en tout état de causes son comportement non verbal et sa réponse sont révélateurs de son désintérêt pour le cours et constituent un manque de respect de l'enseignant. Compte tenu de la tournure de la discussion, je l'exclus de la classe et lui remet des travaux à faire dans une autre salle car nos interactions perturbent le groupe et le déroulement du cours.

Je suis surpris par cette attitude et cette réaction que je n'ai jamais rencontrée en enseignement supérieur. Je demande aux délégués de classe si cette situation est déjà arrivée avec d'autres professeurs. Elles m'indiquent que je ne dois pas y accorder d'importance, car cette étudiante est ainsi avec tous les professeurs... Ce qui me rassure et m'atterre...

Exclus de la salle, mais pas du cours, je vais contrôler son travail 10 minutes plus tard, puis je tente une discussion apaisée, sans le groupe classe mais avec un témoin pour me protéger. Je lui explique calmement combien ses propos sont inacceptables et combien son attitude non verbale aggrave la situation car elle est insultante et donc inacceptable.

J'essaie de comprendre ses motivations et je lui demande pourquoi elle est en section de BTS, puisqu'elle refuse de faire le travail demandé, d'écouter les cours, de respecter les consignes et de respecter les enseignants. Elle me répond qu'elle travaille comme caissière dans un hypermarché et qu'elle n'a pas envie de faire ce travail toute sa vie. Je lui fais remarquer que son attitude va à l'encontre de ses intentions et que si elle ne change pas de comportement et qu'elle ne se donne pas les moyens de réussir... elle risque d'échouer dans ses projets et de rester caissière toute sa vie.

À la suite de cet incident le professeur principal rencontre l'étudiante qui semble admettre ses fautes et doit me présenter des excuses.

Lors du cours suivant, l'étudiante entre en classe. Je lui demande si elle a quelque chose à me dire. Elle me répond non. N'ayant pas présenté d'excuses, je l'isole pour travailler dans une autre salle afin de ne pas perturber le cours par de nouvelles interactions conflictuelles.

Lorsque je viens contrôler son travail, je lui demande pourquoi elle ne s'est pas excusé comme convenu avec le professeur principal. Elle m'explique alors que j'aurais dû la convoquer dans une salle seule (ce qui est interdit, car il doit toujours y avoir un témoin pour éviter les litiges) et qu'en tout état de cause, je dois également m'excuser d'avoir déclaré qu'elle serait caissière toute sa vie. Elle me précise également que jamais personne ne lui a parlé ainsi. (Je me garde bien de lui dire que c'est peut-être bien là le problème...).

Concrètement elle est dans un déni de réalité et se considère victime d'un enseignant coupable et abusif. Elle est égocentrée, le monde gravite autour d'elle et il doit s'adapter à elle. Dans son univers elle a des droits¹ mais n'a pas d'obligation ou de devoirs. Les gens lui doivent la respecter mais ce n'est pas réciproque et elle oublie ses obligations. Aucune discussion n'est possible, tant elle est persuadée de son bon droit et tant elle est sourde aux remarques extérieures. Plus grave encore environ 20 % des étudiants sont ainsi... Il n'est plus possible de leur faire la moindre remarque ou le moindre commentaire sans créer un conflit majeur. Enseignant depuis 25 ans dans le supérieur j'ai l'impression d'être sur une autre planète.

Cet incident m'a interrogé car c'est la première fois que je rencontrais un tel conflit en enseignement supérieur. Comment gérer cette situation ? Comment un étudiant de 20 ans peut-il avoir un tel comportement ? que doit faire l'institution ? donner un énième avertissement pour comportement ou manque de travail ? renvoyer l'étudiant et risquer d'avoir des effectifs trop faibles pour dédoubler une classe ? Peut-on renvoyer un étudiant lorsque 40 % de l'effectif fond au cours de la 1^{ère} année ?

Le cours va commencer et je prépare l'appel, lorsque j'entends une étudiante dire à haute voix une phrase dont le mot « chiasse » résonne dans toute la salle. Surpris je lève la tête et constate qu'une partie de la classe s'est tournée vers moi pour voir si je l'avais entendu. Je regarde l'étudiante qui a parlé, voyant mon regard elle me dit : « Pourquoi vous me regardez, qu'est-ce qu'il y a ? ».

La classe guète ma réaction. D'une voix neutre et en souriant, je lui demande si elle pense que son registre du langage est adapté à celui d'une classe. Elle me répond : « C'est naturel, c'est pas un gros mot ». Je lui réponds « Je ne pense pas que ce mot soit adapté au contexte, la preuve c'est que lorsque tu l'as prononcé, une grande partie de la classe s'est tournée vers moi pour voir si je l'avais entendu et pour voir quelle serait ma réaction ».

J'ajoute « Pourquoi te sens-tu obligé de me répondre et pourquoi cherches-tu à avoir le dernier mot alors que tu sais que le mot que tu as employé n'est pas correcte dans ce contexte ? ».

Je clos là cet échange pour reprendre le fil de la séance et remobiliser la classe qui a été distraite par l'incident et qui se dissipe de façon naturelle.

Que des étudiants utilisent parfois des mots ou des expressions inadaptées pendant un cours, n'est ni surprenant, ni exceptionnel, quel que soit le niveau d'étude. Mais lorsque on le fait remarquer, l'étudiant s'excuse parfois, mais le plus souvent il ne répond pas et l'incident est clos sans animosité. Ce qui surprend dans cette anecdote, c'est cette volonté de répondre ou de surenchérir quasi systématiquement lorsqu'une remarque est faite. La plupart de ces jeunes ne supportent pas les commentaires ou les exigences.

Depuis que j'enseigne j'autorise les étudiants à se rendre aux toilettes pendant les cours sans me demander l'autorisation car cela perturbe triplement le cours, lorsque l'étudiant demande l'autorisation, lorsqu'il sort et lorsqu'il revient. En 25 ans de carrière, en BTS et en IUT, je n'ai jamais eu de problèmes avec cette pratique.

¹ Barbara Lefebvre « Génération "j'ai le droit" » Albin Michel, 2018

J'ai donc transmis la même consigne, et j'ai pour la première fois de ma vie dû faire marche arrière. Voici deux illustrations de comportements surprenants à ce niveau d'étude.

- Après un intercour ou une récréation, régulièrement des étudiants partent aux toilettes au début de l'appel et signalent qu'il ne faut pas les marquer absents...

- Une étudiante part aux toilettes au milieu d'une explication, sans attendre une pose... Puis elle revient dans la classe en claquant la porte, remonte l'allée lentement en « minaudant » jusqu'à son siège. La classe n'écoute plus mes explications et rit en la regardant...

Je lui fais remarquer qu'elle vient de perturber et d'arrêter le cours en claquant la porte et en faisant « du cinéma » en rejoignant sa place, ce qui a distrait et amusé toute la classe. Elle prend un air étonné et dit « j'ai rien fait » (une phrase récurrente chez de nombreux élèves).

Je lui fais remarquer qu'elle ne peut surtout pas dire cela alors qu'elle a quitté la salle au milieu d'une explication, qu'elle a claqué la porte en revenant, qu'elle a perturbé le groupe en regagnant sa place et qu'elle a interrompu le cours à cause de l'interaction que je suis obligé de faire.

Elle me regarde étonnée par ma réaction, puis lance un regard panoramique sur la classe en souriant pour la prendre à témoin de ma réaction manifestement excessive. Je n'insiste pas et je reprends le cours...

À la suite de cet incident, j'ai interdit l'accès aux toilettes pendant les heures de cours².

Le manque de savoir vivre en société concerne également l'espace physique de travail ? Il faut régulièrement intervenir pour des sacs qui sont posés au milieu des passages ou sur les tables avec des vêtements, ce qui laisse peu de place pour travailler, mais permet de dissimuler les smartphones. Cela concerne également la tenue physique dans les espaces collectifs.

Un jour je sors d'une salle et je trouve une étudiante allongée sur le sol du couloir, avec la tête sur son sac, je lui demande inquiet si elle est malade ou si elle a un problème. Elle me répond qu'elle attend l'arrivée de son enseignant. Je lui signale que sa position n'est peut-être pas très adéquate et pas très professionnelle. Elle s'est alors assise dans le couloir. Le lendemain à la même heure je l'ai retrouvé dans la même position, au même endroit...

Je passe rapidement sur les étudiants assis dans les escaliers avec leurs sacs et qui laisse contraint un espace pour passer ou ces jambes qu'il faut parfois enjamber pour accéder à l'entrée d'une classe. Une majorité libère spontanément l'espace mais pour d'autres il faut attendre qu'ils se replient...

Il est surprenant de voir certains étudiants nier l'importance des savoirs comportementaux. La plupart n'ont pas de filtres. Certains ignorent et d'autres rejettent les exigences de la vie sociale et leurs réactions prouvent qu'ils les vivent comme des contraintes inutiles, des exigences dépassées ou une atteinte à leur liberté. **Ils ne perçoivent pas combien leur communication non-verbale impacte négativement leur image.** Lorsqu'une intervention est justifiée par une exigence professionnelle, certains n'hésitent pas à répondre qu'ils le font parce qu'ils sont à l'école mais qu'ils ne le feront pas en entreprise. Ces comportements « asociaux » se généralisent et il est curieux d'arriver dans un couloir et de trouver les 2/3 des étudiants assis, gênant la circulation.

Ces interactions concernent les relations entre professeurs et étudiants. Il est également inquiétant de constater la montée de la violence verbale entre les étudiants durant les intercour, les récréations et dans les couloirs. Il n'est pas rare d'entendre des « coups de gueule », des échanges rugueux voir injurieux entre personnes et entre groupes. Ils sont le fait d'une minorité à fleurs de peau qui réagit à la moindre remarque. Certains expriment constamment et sans filtre tout ce qu'ils pensent. C'est une situation compliquée à gérer car les faits se déroulent hors de la présence des professeurs, mais ils ont une incidence directe sur l'ambiance de classe, notamment lorsque le cours reprend après une pause.

Un jour un conflit oppose deux groupes sur des heures d'atelier et de travail en autonomie. Chaque groupe s'est isolé dans deux salles différentes. Une dispute éclate concernant un problème organisationnel interne à la section. Au milieu de l'après-midi, une étudiante en pleur vient parler au professeur principal pour exprimer sa peur d'être victime d'une agression physique d'une autre étudiante...

Ce manque de savoir-être conduit à un accroissement des conflits interpersonnels. Les relations entre certains étudiants se tendent et il y a un manque de respect assumé entre eux. Lorsqu'on en parle, ils disent « *c'est pas méchant* », « *c'est notre mode de communication* », « *c'est notre façon d'être* ». Ces comportements interfèrent directement sur l'atmosphère de la classe. Heureusement ces tensions restent assez rares, mais **ces attitudes sont nouvelles à un niveau de STS** et tendent à se développer.

² L'état des toilettes témoignent également d'incivilités chroniques et l'entretien devient de plus en plus difficile selon le personnel de service.

❖ Téléphone, réseaux sociaux

L'usage des outils de communication pendant les cours est un problème que l'on rencontre dans toutes les formations et à tous les niveaux. En STS, l'usage des smartphones en cours est interdit sauf avec certains enseignants qui l'autorisent ponctuellement pour des travaux pédagogiques. En dehors de ces situations l'interdit est strict. La règle est inscrite dans le règlement intérieur qui est signé par chaque étudiant en début d'année. Malgré cela, il faut rappeler la règle au début de chaque cours, puis intervenir régulièrement auprès d'étudiants qui persistent à le poser sur le bureau, sur leurs jambes, entre leurs cuisses, dans le sac qui est posé sur leur table ou sous les vêtements qui sont également posés sur la table.

3 interventions pour voir disparaître tous les téléphones.

10 minutes après le début d'un cours, je compte 9 téléphones sur les tables (20 étudiants présents). 6 étudiants rangent leurs téléphones 3 ne le font pas. J'interviens une deuxième fois de façon plus ferme, 2 étudiants rangent leurs téléphones, une dernière ne le fait pas. Je vais la voir et lui demande de le ranger pour la 3^e fois. Elle jette son téléphone dans son cartable me signifiant par son geste son irritation face à mon insistance. À la fin du cours, je lui explique en quoi son comportement est inacceptable et qu'elle ne peut pas se comporter ainsi alors qu'elle enfreint une consigne connue. Elle ne répond pas, mais son regard et sa gestuelle, expriment clairement son irritation. J'apprends quelques jours plus tard qu'elle est persuadée que je ne l'aime pas... Elle a renversé la situation, elle est victime d'une intolérance.

Cette anecdote est triplement intéressante.

- La situation décrite se répète quasiment à chaque cours, ce qui signifie que systématiquement l'enseignant perd 3 à 4 minutes à chaque cours sur ce seul problème.
- Elle révèle chez certains, une tendance à mettre systématiquement de l'affectif dans la relation professeur-élève, ce qui perturbe l'apprentissage. En général, ce biais diminue avec l'âge et dans l'enseignement supérieur. Elle révèle un manque de maturité qui est surprenant à ce niveau d'étude.
- Elle révèle également cette tendance de certains égocentrés à estimer qu'ils ont des droits et que toutes atteintes à ces droits sont abusives et les transforme en victime.

En début de séquence et en cours de séance, il faut constamment rappeler avec douceur, gentillesse, tolérance, empathie et bienveillance...

1. L'interdiction d'utiliser le téléphone pendant le cours,
2. De ranger les téléphones dans les sacs,
3. De ranger les sacs ailleurs que sur la table,
4. De ranger les vêtements ailleurs que sur la table.

Malgré cela, il est difficile d'empêcher la circulation sur WhatsApp, Messenger, Facebook ou Snapchat... des photos des corrigés dès que l'on a le dos tourné.

Régulièrement des étudiants se regroupent autour d'un ordinateur ou d'un smartphone pour visionner des vidéos qui proviennent le plus souvent de la télé-réalité, du football, de YouTube ou de leurs amis sur Facebook, Snapchat ou Instagram. Ces comportements ne sont pas différents de leurs condisciples d'université qui visionnent et partagent des vidéos. Parmi les vidéos les plus regardées, on retrouve souvent ce qui fait sensation, les infos et les théories conspirationnistes qui sont plus excitantes et transgressives. J'observe cependant une différence entre les étudiants d'IUT et de STS. Lorsque les étudiants de STS en parlent, ils sont plus réceptifs et moins critiques à ces propos. Une étude du Massachusetts Institute of Technology (MIT)³, publiée en 2018 montre que les fakes news circulent... six fois plus vite que les vraies informations sur Twitter. Ce taux dépend également de la culture et du public. Il n'est pas possible de ne pas rapprocher ces comportements de ceux des Gilets jaunes par exemple, dont le mouvement est fortement gangréné par ces pratiques.

❖ Rédaction

En fin de 1^{re} année, les étudiants réalisent un stage en entreprise, au terme duquel ils rédigent un dossier constitué d'une présentation de l'entreprise et de fiches qui décrivent des tâches réalisées. Ces documents sont présentés lors d'une épreuve du BTS. Un enseignant relit ces documents pour les aider à préparer le dossier de l'épreuve orale. Le planning des relectures leur a été communiqué en septembre. La classe comporte 16 étudiants (*Ils étaient 23 en 1^{re} année*). Le constat lors des relectures d'octobre est le suivant :

- 3 étudiants ont remis des fiches bien rédigées dans le fond et dans la forme, sur lesquelles ils ont passé du temps et qui sont conformes aux attentes du dossier.

³ <http://science.sciencemag.org/content/359/6380/1146.full>

- 7 étudiants ont remis des ébauches incomplètes et mal rédigées de documents non modifiés depuis le mois de juillet, avec de nombreuses fautes d'orthographe qui rendent le texte compliqué à lire (*fessant pour faisant par exemple*).
- 6 étudiants ont remis des documents qui comportent de gros problèmes rédactionnels : des phrases incohérentes et incompréhensibles, dans lesquelles il manque des mots. Certains étudiants, à qui on a toujours dit de ne pas écrire comme on parle tentent de travailler le texte. Mais le résultat devient souvent incompréhensible car les phrases ne sont pas logiques et les mots utilisés sont parfois inadaptés et inappropriés à la situation décrite.

La plupart des étudiants ont de grosses difficultés rédactionnelles et à ce stade il n'est pas possible de résoudre ces problèmes avant les épreuves de l'examen ni avant la fin de l'année. Chaque année de formation est conçue comme une nouvelle strate qui s'ajoute aux précédentes et permet à l'étudiant d'élever ses compétences. Mais, comment s'y prendre lorsque les contenus des étapes précédentes n'ont pas été acquis et que le système fait comme s'ils étaient acquis en donnant le bac à des élèves qui n'ont pas le niveau ?

Comme il est possible de le constater les compétences professionnelles, les savoir-faire, les comportements sociaux et les savoir-être sont très éloignés de ce que l'on est en droit d'attendre d'étudiants du supérieur. La réforme de l'enseignement professionnel qui a débuté va-t-il modifier la situation ? C'est ce que nous allons voir dans la partie suivante.

II. Plaidoyer pour la création de LTS

L'objectif affirmé par toutes les réformes est de transmettre aux jeunes de fortes compétences professionnelles pour répondre à la demande des entreprises et des professionnels. Avec le temps, cet objectif est devenu une utopie et les attentes des entreprises sont de moins en moins couvertes.

La détérioration de la situation dans les classes de STS est rapide et cet avis est partagé par tous les enseignants. À tel point que des professeurs quittent ces sections pour travailler dans d'autres écoles ou filières. Malheureusement, ceux qui partent sont souvent les meilleurs, car ils peuvent plus facilement trouver du travail ailleurs. On peut le regretter, mais peut-on les blâmer ?

Les évolutions conduisent à une baisse des niveaux en STS. La plupart des responsables de licences professionnelles reconnaissent recruter de moins en moins de STS car leur niveau ne leur permet plus de suivre une licence et si leur nombre ne baisse pas c'est que l'exigence est devenue supérieure à ce qu'elle était précédemment.

Le responsable d'une licence professionnelle de management et gestion des organisations m'a expliqué que les BTS recrutés dans ces sections représentent aujourd'hui 25 % des effectifs, alors qu'ils en représentaient 75 % il y a une dizaine d'années. Il justifie cette évolution par la baisse des niveaux comparativement aux DUT. Il exige une moyenne minimum de 10 à 11 pour les dossiers de DUT et de 14 pour les dossiers de BTS. Il y ajoute une contrainte supplémentaire concernant les savoir-être. L'étudiant ne doit avoir aucune annotation négative concernant le comportement. Ayant également travaillé dans cette licence il y a une petite dizaine d'années je me souviens que les dossiers de BTS pris dans cette section avaient des moyennes comprises entre 11 et 12.

Le responsable pédagogique d'un organisme de formation qui dépend d'une université et qui gère quatorze licences professionnelles m'a confirmé une évolution quasi similaire sur des licences professionnelles de gestion et de ventes⁴.

Les étudiants de BTS représentent une majorité des jeunes recrutés. Ils étaient recrutés il y a une dizaine d'années avec des moyennes de 11 ou 12, alors qu'ils sont recrutés à présent avec des moyennes de 15 à 16. De nouveau, l'étudiant ne doit avoir aucune annotation négative de ses professeurs ou du conseil de classe concernant son comportement. Par ailleurs, un encadrement individualisé et un travail particulier a été mise en place concernant les savoir-être. Ces adaptations concernent plus particulièrement les jeunes issus de bac pro qui ont fait un BTS ensuite, ils n'ont pas les codes et la culture relationnelle qui facilitent l'intégration. Ils ont également de grandes difficultés d'analyse et ont du mal à se positionner dans une entreprise. Certains ont tendance à rester des exécutants sans chercher à comprendre leur environnement.

Des responsables de DCG m'ont tenu les mêmes propos. Les BTS comptabilité et gestion qui faisaient partis des meilleurs il y a quelques années n'ont plus le niveau à présent. La moyenne exigée pour les intégrer dans la formation est de nouveau bien plus élevée que précédemment.

On assiste à une réduction des débouchés pour les STS comme cela s'est produit pour les bacs professionnels après la réforme de 2009. Il est possible de corriger l'évolution en mettant en œuvre des mesures adaptées pour revaloriser les STS à la suite de la réforme des bacs professionnels. Les mesures suivantes sont susceptibles d'y contribuer sans forcément impliquer des coûts supplémentaires.

1. Généraliser l'alternance

L'alternance permet de travailler différemment en axant les apprentissages sur des compétences professionnelles appliquées. Par ailleurs, elle assimile l'alternant à un salarié qui le différencie d'un étudiant traditionnel. Ces raisons structurent le jeune et l'ancrent dans la réalité. Enfin le coût de la formation étant pris en charge par les OPCA elles n'entraînent pas de coûts supplémentaires pour l'Éducation nationale.

La recherche d'une entreprise est un challenge, comparable à la quête d'un premier emploi et la signature du contrat est une victoire et une reconnaissance personnelle de sa valeur et de ses compétences. Le jeune qui trouve un employeur et signe un contrat a une confiance en lui et une estime de soi que les étudiants traditionnels n'ont pas.

Par ailleurs, ces jeunes enrichissent les formations de leurs connaissances de l'entreprise. Ils illustrent les cours de leurs expériences et les enseignements bénéficient de cet apport. Ils exigent également de l'enseignant une vraie connaissance du monde de l'entreprise, de la réalité et des pratiques professionnelles, au risque d'être

⁴ Licences professionnelles : gestion opérationnelle et stratégique des RH de la paie ; attaché de gestion dans une structure de direction ; management de la relation commerciale.

discrédité auprès de ces jeunes. L'alternant peut parfois privilégier une approche utilitaire des cours en prenant ce qui l'intéresse et qui est transposable dans son contexte professionnel et considère le reste comme accessoire ou inutile. Le travail de l'enseignant consiste alors à recadrer l'étudiant.

Lorsque le centre de formation est sérieux et qu'il valide l'entreprise et les compétences de l'alternant, les résultats sont identiques à ceux des étudiants traditionnels. L'alternant compense ses lacunes en enseignement général par une meilleure connaissance de l'entreprise et une meilleure pratique professionnelle. Lors des épreuves orales l'étudiant traditionnel parle des entreprises de façon impersonnelle, d'une entité extérieure. L'alternant parle de « son » entreprise et il utilise le « nous » inclusif. Il maîtrise mieux ce dont il parle, il est plus concret et réaliste dans ses explications. Il répond plus facilement aux questions car il parle de son monde, qu'il connaît bien et qu'il maîtrise parfois mieux que les évaluateurs qui l'interrogent... Il a passé une année sur les 2 ans de la formation dans sa société, alors que l'étudiant traditionnel a réalisé seulement 10 semaines dans une entreprise en deux stages dans des entreprises parfois différentes.

Mais ce type de formation présente également des limites. Les élèves qui signent un contrat sont sélectionnés par les entreprises qui recherchent des profils performants. Cette caractéristique laisse sur le bord de la route les élèves les moins doués, les moins motivés et les moins dynamiques. C'est en cela que la signature d'un contrat est une victoire. Il y a également une injustice auprès des jeunes issus de l'immigration, même si notre expérience nous a montré que ces jeunes lorsqu'ils sont positifs, combatifs et acteurs de leur vie, parviennent à signer des contrats comme les autres. Il n'en reste pas moins qu'ils partent avec un handicap.

Par ailleurs, il faut constamment lutter pour que ces jeunes ne délaissent pas l'enseignement général. Leurs expériences dans ces domaines sont souvent douloureuses, mais il faut impérativement pour réussir le BTS leur monter qu'ils doivent avoir un profil cohérent et équilibré.

Enfin le centre de formation doit impérativement contrôler la qualité de l'entreprise et des tâches proposées. Cela passe par une convention claire, un tutorat réel et le courage de mettre fin à un contrat lorsque l'entreprise ne joue pas le jeu (*Il n'est pas possible qu'un centre de formation accepte, par exemple, un contrat d'alternance pour un BTS gestion de PME dans un fast-food, avec la garantie qu'un cinquième du temps de travail sera consacré à des tâches administratives et le reste au service, à fabriquer et emballer des hamburgers...*). Par expérience la déontologie n'est pas une valeur centrale dans de nombreux centres de formation, ce qui explique également le taux de réussite plus faible dans ces organismes douteux.

La formation en alternance est une évidence en STS et plus encore pour ce public qui supporte de moins en moins le corset scolaire traditionnel. L'alternance propose une pédagogie différente avec des apprentissages ancrés dans la réalité, sur des savoir-faire opérationnels... Ce que demande ces jeunes. La formation traditionnelle serait conservée pour ceux qui ne trouvent pas d'entreprise.

Par ailleurs, les jeunes qui sortent du bac professionnel ont d'importants problèmes de savoir-être et n'acceptent pas les consignes qu'ils jugent contraignantes. Ces exigences sont partagées avec les entreprises qui ont également du mal avec les « digital native », les « milléniales » ou la « génération Y » abreuvées d'internet, de réseaux sociaux, et accrochées aux smartphones. Cette évolution nuit à leur intégration en entreprises et il n'est plus exceptionnel de voir des contrats rompus pour inaptitudes sociales. Il est impératif de restaurer ces exigences dans les STS et dans les formations antérieures. L'entreprise semble devenir l'ultime institution capable de ramener ces jeunes à la réalité puisque les institutions scolaires y renoncent. Ce n'est pas un hasard si les compétences sociales deviennent la première exigence des entreprises lors d'un recrutement.

L'alternance est souvent plébiscitée par les jeunes du fait de la rémunération. Ces formations sont dominées par les établissements privés hors contrats qui profitent de la manne financière de ce type de contrat (la formation est prise en charge par les OPCA ou les Fongecif). Il est temps que l'Éducation nationale s'investisse plus dans les formations en alternance et dans l'apprentissage au niveau du BTS pour garantir la qualité et le sérieux des formations.

Cette option n'est possible que si la réforme du bac professionnel aboutit également à une revalorisation des compétences dans le domaine des savoir-être et des savoir-faire. Sans quoi les entreprises ne suivront pas la demande ou s'orienteront vers d'autres préparations en alternance de type DUT ou bachelors privés.

2. Développer le principe de réalité

Il est essentiel qu'un jeune se construise un projet personnel et professionnel pour se projeter dans l'avenir, encore faut-il qu'il soit réaliste et qu'il ne soit pas le produit de son principe de plaisir.

Nous en avons déjà parlé, la vie est faite de choix et de plus en plus de jeunes privilégient leur pulsion de plaisir. Ce principe est indispensable pour se construire, il valorise le désir et l'envie, mais lorsqu'il passe outre le principe de réalité, il déconnecte du concret et tout semble possible. La réalité est souvent complexe et grandir c'est

également apprendre à être réaliste. La capacité à équilibrer ces deux principes évite les erreurs, les déceptions et les désillusions. Intégrer le principe de réalité dans un raisonnement s'apprend dans la famille, dans la société et à l'école, mais on assiste depuis des années à une démission quasi générale.

- Des familles renoncent à mettre des limites et des interdits à leurs enfants par facilité (peur du conflit) ou par principe éducatif. Ils satisfont systématiquement les désirs de leurs enfants qui deviennent des « enfants rois ». Ces jeunes ne s'adaptent plus aux réalités et ils ne supportent pas les contraintes et les obligations sociales. Ils peuvent devenir égocentrés et la réalité doit s'adapter à eux. Ces comportements deviennent courants en STS.
- La société de consommation soutient ce principe en incitant l'individu à consommer, à se faire plaisir et à satisfaire ses envies et ses pulsions personnelles. La publicité valorise l'identification par l'affirmation de soi grâce à une consommation qui permet d'être dans la norme tout en étant dans la distinction, la différenciation.
- Les réseaux sociaux stimulent le besoin d'appartenance en créant des liens plus ou moins artificiels dans des réseaux d'amis virtuels. Chacun y expose sa vie et la compare aux autres. Elle conduit à une surexposition personnelle d'une vie enjolivée. Elle induit une forme de narcissisme qui conduit à « s'admirer » et à s'autocentrer. Les réseaux permettent également à chaque personne d'être un « acteur du monde » en offrant à tous, y compris à ceux qui n'ont rien à dire, la possibilité de s'exprimer, de liker, de twitter et retwitter... Chaque clique est une affirmation de soi qui contribue à développer, consciemment ou inconsciemment, la toute-puissance de l'égo.
- L'école y contribue enfin en facilitant l'accès au bac, en prônant la bienveillance, la tolérance et en évaluant artificiellement ces jeunes qui se surestiment. La réalité est biaisée et ils ne la comprennent pas, lorsqu'ils y sont confrontés, dans la vie et dans les entreprises. Cette évolution est une faute du système éducatif et un renoncement à transmettre des valeurs.

Penser aider les jeunes en difficultés en baissant les exigences est d'une bêtise rare. Pourtant, c'est ce que le système éducatif fait. Les seuls à s'en plaindre, sont les enseignants qui le vivent au quotidien. Toute formation en STS devrait commencer par un cycle de formation destiné à apprendre aux étudiants à se connaître. Il est possible de commencer par une sensibilisation à la connaissance de soi. L'approche par l'analyse transactionnelle s'y prête bien, car elle est facile à comprendre, puis introduire la notion de principe de plaisir et de réalité. Il est toujours surprenant de constater l'intérêt des étudiants pour ce type de cours. Le nombre de questions qu'ils posent lors de l'analyse réflexive des tests de personnalité ou des tests comportementaux le confirme. Ces jeunes sont des post-adolescents, ils ont un âge auquel ils se cherchent et ils ont de l'appétence pour ce qui les aide à se construire et à se connaître. Il est possible d'y ajouter un cycle sur l'apport des neurosciences dans l'apprentissage, la motivation, l'attention et la mémorisation et de leur apporter des outils méthodologiques d'apprentissage. Ces cours peuvent être faits durant un séminaire délocalisé de 2 à 3 jours, qui alterne des séances de travail consacrées à la découverte de soi, du groupe, des professeurs, du diplôme, des exigences de la formation, des jeux et des randonnées. Il est possible de mélanger des étudiants de 1^{re} et de 2^e année pour échanger, rassurer, tutorer.

Ces séminaires permettent de gagner plusieurs semaines de découvertes des étudiants et surtout créent un lien entre l'équipe enseignante et les étudiants qui facilitent ensuite la communication, notamment avec ceux qui s'interrogent ou qui doutent de leur choix ou de leurs capacités.

Le développement du principe de réalité se construit au quotidien en y étant confronté et en le favorisant. C'est également le sens de ces cours et de ces séminaires qui devraient être généralisés en début de toute formation, notamment lorsque le public concerné est un public fragile. Ils apportent de la cohésion au groupe et un esprit d'équipe qui rend la classe plus forte et plus solidaire. Une démarche qui accélère ensuite la mise en œuvre des projets lorsque l'équipe pédagogique décide d'opter pour cette approche pédagogique.

3. Restaurer l'autorité, le respect et la discipline

L'institution et des enseignants de STS sont de moins en moins respectés par les étudiants et par les familles. L'institution scolaire renonce souvent à imposer l'autorité et la discipline par crainte des problèmes et des conflits et par peur de voir son image se déprécier dans le grand public à une époque où rumeurs et infox circulent de plus en plus vite et sans contrôle. La situation est encore aggravée par des jeunes et des familles qui sont de plus en plus des clients de l'Éducation nationale et estiment n'avoir que des droits⁵.

Cette situation impacte directement l'ambiance de classe et les résultats scolaires. L'OCDE a mis en évidence dans un rapport⁶ l'impact du climat scolaire et de la discipline sur le taux de réussite des jeunes. « Les résultats

⁵ Génération « J'ai le droit », Barbara Lefebvre, Albin Michel, 2018.

⁶ <https://www.oecd.org/pisa/pisaproducts/pisainfocus/47954912.pdf>

PISA 2009 montrent que le climat de discipline est fortement corrélé à la performance des élèves, ceux qui déclarent que leurs cours dans la langue d'instruction sont souvent interrompues obtiennent de moins bons résultats que ceux qui ne signalent que peu d'interruptions des cours, voire aucune ». Pour L'OCDE, « suivre des classes où l'ordre règne bénéficie à tous les élèves mais davantage aux plus vulnérables ». Ces conclusions sont confirmées par les travaux de Hana Krskova et de Chris Baumann (Macquarie University) qui montrent combien la discipline est un facteur d'amélioration des résultats scolaires⁷. Après avoir analysé les résultats de l'étude de l'OCDE consacrée à Pisa 2015, Denis Meuret (professeur en sciences de l'éducation) arrive à la conclusion suivante « La France est le pays où la discipline est la plus dégradée » parmi les pays de l'OCDE ».⁸

Afin de lutter contre la discrimination sociale, les politiques mises en œuvre favorisent la poursuite d'études, en supprimant les redoublements et les renvois. L'idée est louable, mais pourquoi faut-il le faire au détriment de tous ? pourquoi ne pas mettre en œuvre des moyens spécifiques et appropriés destinés à soutenir ces jeunes en difficultés ? Cette politique couvre aujourd'hui tous les niveaux scolaires. Le jeune est soutenu, aidé par l'institution et par les enseignants quel qu'en soit le prix à payer (ralentissement des progressions, perturbation de la classe, dysfonctionnement du groupe, etc.). Cette volonté fait perdre tout crédit aux acteurs du système scolaire, auprès des élèves et des familles. Les décisions sont quasiment inopérantes face à un élève perturbateur. Cette politique fait des vainqueurs et des victimes.

• Les vainqueurs

L'institution scolaire peut se flatter de sauver les jeunes en difficultés, de combattre les inégalités et de promouvoir la solidarité nationale. L'objectif est louable et une majorité de la population est prête à comprendre et à valider cette politique.

Le perturbateur. Dans la majorité des cas, il est rare qu'une équipe pédagogique réclame le renvoi d'un jeune en difficulté qui ne perturbe pas une classe. Les sanctions sont généralement motivées par des problèmes de comportement. Les jeunes sanctionnés s'estiment fréquemment victimes, mais le plus souvent ils sont dans le déni et la communication est compliquée, tant ils sont enfermés dans leurs certitudes et leurs croyances.

Le perturbateur est le vainqueur, car l'incapacité de l'institution à le sanctionner, le conforte dans le fait qu'il est intouchable. Sa victoire est visible quotidiennement car il occupe physiquement le terrain. Il devient un « héros », un « caïd » à ses yeux et aux yeux des autres jeunes qu'il peut contaminer par un effet boule de neige. Il est celui qui défie l'institution et les professeurs et qui est toujours là. Pourquoi changer une attitude gagnante ? Les enseignants doivent supporter et gérer la situation et les défis. Chaque conflit gagné par le jeune affaiblit l'institution.

Le manque de savoir-être des jeunes provient également de cette situation perverse vécue dans l'institution.

• Les victimes

Les étudiants de la section subissent ces jeunes et sont perturbés dans leur apprentissage. Le groupe doit s'adapter à leurs rythmes, à leurs incartades, à leurs comportements et à leurs caractères. Ils peuvent même contaminer les élèves les plus faibles ou les plus influençables. Comme pour les tags dans le métro, s'il n'y en a pas, certains hésitent à en faire, mais s'il en existe, alors ces mêmes personnes n'hésitent plus à transgresser les règles.

Pour quelques jeunes « sauvés » tous les autres « trinquent ». C'est l'égalité républicaine, tout le monde est mis dans la même situation. Le seul problème est que la mise à niveau se fait vers le bas. Tous doivent supporter la situation car elle est dans l'intérêt du perturbateur. Je ne suis ni le premier ni le dernier à dénoncer cette évolution mais ces propos sont le plus souvent déconsidérés. C'est le point Godwin de l'enseignement en France et pendant ce temps la situation se poursuit...

Les faits sont cependant inéluctables. Les résultats de la France dans le classement PISA⁹ ne cessent de se détériorer et plusieurs rapports du Cnesco dénoncent l'incapacité du système scolaire à réduire les inégalités sociales. La détérioration de la situation en STS illustre cette tendance.

Les enseignants subissent les réformes et sont en première ligne pour constater leurs conséquences perverses. Perverses, car elles sont à l'opposé des objectifs attendus. Ils assistent à la baisse des niveaux et aux débats stériles entre les défenseurs de la pédagogie et les défenseurs de la culture traditionnelle, entre les humanistes et les libéraux. Quiconque a enseigné dans une classe de bac pro ou de STS tertiaire sait combien ces oppositions sont à mille lieux des préoccupations du terrain. Les professeurs constatent quotidiennement leur perte

⁷ <http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2018/02/06022018Article636534968397971211.aspx>, fjarraud, 06/02/2018.

⁸ https://www.francetvinfo.fr/societe/education/classement-pisa/education-la-france-est-le-pays-ou-la-discipline-est-la-plus-degradee-parmi-les-pays-de-l-ocde_2121531.html

⁹ PISA : Programme international pour le suivi des acquis des élèves ou en anglais *Programme for International Student Assessment*.

d'autorité auprès des institutions, des familles et des jeunes. Le temps consacré aux régulations ne cesse de croître ce qui contribue à l'abaissement des niveaux.

Comment défendre un système dont les résultats sont opposés aux valeurs annoncées ? comment peut-on continuer à être sourds à la situation de ces jeunes qui sont les premières victimes d'une pensée idéologisée ? Comment peut-on continuer à être dans le déni au prétexte qu'on le fait pour le bien des jeunes ? « **L'enfer est pavé de bonnes intentions.** ».

Le ministère s'est engagé à restaurer l'autorité dans les établissements, mais à ce jour il est à craindre que ce ne soit que des effets d'annonces qui se limitent à l'interdiction des téléphones portables dans les classes. Le plus inquiétant est que cette évolution contamine à présent les STS. Les problèmes de discipline dans les classes ne sont pas irréversibles et le rapport de l'OCDE montre que des pays¹⁰ (Allemagne, Espagne, Slovénie...) sont parvenus à inverser cette spirale infernale en instaurant notamment un dialogue avec les familles. Ce travail est long, il doit être réalisé dès l'école primaire et le collège pour qu'il modifie ultérieurement les comportements en bac et en STS. Il est essentiel que l'état prenne ses responsabilités et agisse dans ce domaine.

4. Initier une pédagogie innovante et un suivi adapté

• Un suivi personnalisé

Les raisons qui amènent un étudiant en STS sont diverses et il est important de comprendre les motivations, les attentes, les frustrations, les échecs, les croyances, les difficultés de chacun pour personnaliser le suivi et les aider dans leurs choix.

Il existe trois catégories de jeunes dont nous avons déjà parlé.

- Certains n'ont pas de projet du fait de leur origine sociale, ethnique ou de genre. Cette origine constitue un plafond de verre souvent inconscient qu'ils doivent dépasser par un combat avec eux même et parfois avec leur milieu. Ce travail est long et nécessite un encadrement psychologique que pédagogique adapté.
- D'autres arrivent dans une filière par défaut car ils ne peuvent pas aller ailleurs compte tenu de leurs résultats scolaires. Pour d'autres la raison peut être financière, le choix se porte sur l'établissement le plus proche, pour d'autres enfin, l'orientation a été plus ou moins imposée par la famille ou par les enseignants. Dans tous ces cas infèrent directement sur leur motivation.
- Une dernière catégorie est constituée de jeunes plus ou moins fainéants qui se laissent vivre et se laissent porter par la vie ou par les autres et qui n'ont rien envie de faire...

Chaque situation doit être analysée, et une véritable interaction de confiance doit s'établir entre l'enseignant et l'étudiant. Le professeur ne doit plus seulement transmettre des connaissances et de compétences, il doit être attentif aux difficultés du jeune. Est-ce encore du ressort de l'enseignant ? pour partie, mais une personne plus compétente peut être mise en place pour assurer un suivi du jeune en interaction avec l'administration, les enseignants et les parents. C'est la solution mise en place au Canada depuis quelques années. Un « professeur de réussite¹¹ » dont c'est la seule fonction prend en charge le suivi personnalisé de chaque jeune par des entretiens réguliers, des rencontres, l'organisation de stages, le suivi familial et administratif, y compris les absences. Les résultats de ces expérimentations sont encourageants. Elles pourraient être transposées en lycée professionnel et en STS. La mise en œuvre de cet encadrement nécessite des moyens financiers et humains. **Ce coût doit être mis dans la balance avec le coût social induit à long terme par ces jeunes sans formation ou mal formés qui devront être aidés, indemnisés (chômage), voir assistés tout au long de leur vie.**

• Une pédagogie innovante : la pédagogie par projet ou par action

L'évolution des STS est subie par les enseignants et par les entreprises qui ne reconnaissent plus les étudiants et interrogent les professeurs sur la situation et sur les causes de ces évolutions. Comment expliquer et justifier les pertes de compétences des nouveaux étudiants ?

Une PME a accueilli un étudiant de 2^e année STS pour un stage dont l'organisation est régie par une convention qui en fixe les horaires et les modalités d'absence. La convention a été signée par l'étudiant, le professeur et le tuteur en entreprise. Le 2^e jour, l'étudiant arrive en retard et ne dit rien. Le tuteur pense qu'il s'agit d'un accident et ne dit rien. L'étudiant en a déduit qu'il peut donc venir à l'heure qu'il veut... À cette situation s'ajoutent des absences injustifiées, des travaux non faits ou rendus avec du retard. Le tuteur nous a signalé à la fin de stage qu'il ne prendra plus d'étudiants de BTS en stage.

¹⁰ <http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2018/02/06022018Article636534968397971211.aspx>

¹¹ Agnès Baumier-Klarsfeld « Réveiller le désir d'apprendre » Albin Michel -2016

Cet étudiant avait une moyenne comprise entre 8 et 9 sur 20. Il a reçu plusieurs avertissements pour manque de travail et à notre grande surprise, il a réussi le BTS. Une année plus tard, je l'ai rencontré, il travaillait au rayon poissonnerie d'un hypermarché...

Sur les salons étudiants, il n'est plus rare de rencontrer des parents qui demandent la proportion de bacs professionnels dans la section de STS. Des questions que l'on n'avait jamais il y a quelques années.

Des initiatives pédagogiques peuvent améliorer la relation avec les jeunes et les motiver dans leur travail quotidien, même lorsqu'ils sont en manque de projet. Personne dans la vie ne souhaite s'ennuyer. La solution consiste à utiliser ce levier pour motiver et attirer leur attention et ainsi compenser le manque de projet.

Entre un élève de prépa et un STS il y a un monde de différence et pour former ces jeunes en difficultés, il faut changer de méthode et adapter la pédagogie à leurs capacités. Il n'y a pas d'autres solutions. Tout autre discours est déconnecté de la réalité. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut renoncer à la connaissance et à la culture en lycée ou en STS, mais il faut les traiter différemment, c'est l'Art du pédagogue. Un Art que certains ont du mal à admettre par manque de connaissances, par idéologie ou par utopie. **Une pédagogie innovante et différenciée réduit les difficultés et une pédagogie indifférenciée accroît ses difficultés.**

Une pédagogie adaptée en STS peut être :

- La réalisation de projets ou la résolution de problèmes réels qui offre un apprentissage par l'action et la pratique. Cette approche motive et valorise l'étudiant. Elle peut être mise en œuvre par des actions réelles au contact du public et des entreprises. Ces travaux imposent des exigences professionnelles. Les étudiants travaillent en autonomie et prennent des initiatives qui exigent que le formateur leur accorde sa confiance, laquelle constitue une reconnaissance de leurs capacités dont ils sont reconnaissants. Ils sont acteurs de projets qu'ils choisissent et dans lesquels ils s'investissent.
- Ces projets peuvent être réalisés en groupe dans le cadre de travaux collaboratifs, qui apprennent l'intégration, le partage, l'écoute et la co-construction de solutions. Ils améliorent les « soft-skills » demandés par les entreprises. « La confiance dans les autres s'acquiert par la participation active à des groupes et des projets, c'est un apprentissage »¹².

Cette pédagogie active n'est pas nouvelle. Elle n'est qu'une transposition dans le supérieur de valeurs promues par Maria Montessori et Célestin Freinet ou Steiner¹³. Elles gardent toute sa pertinence avec ce public en quête de devenir. Elle conserve tout son intérêt pour rendre l'apprenant actif et motivé.

Ces méthodes imposent des exigences pratiques et non fictives. Elles reposent sur des situations d'apprentissage réelles et professionnelles. Les tâches réalisées et les problèmes rencontrés, permettent aux apprenants d'intégrer les savoirs de manière active et développent des compétences transversales recherchées par le milieu du travail (travail d'équipe, communications orale et écrite, etc.). Dans ce contexte, les étudiants analysent le problème à résoudre ou l'objectif à atteindre, ils cherchent ensemble des solutions puis les testent et apprennent de leurs erreurs pour corriger et améliorer les propositions. Ils visualisent leurs avancées et s'autoévaluent. L'enseignant devient une ressource, il conseille, apporte les ressources utiles et contrôle le déroulement des actions. Il faut être ambitieux, ils en sont flattés et reconnaissants. Il faut également veiller à rester dans des actions possibles pour ne pas les décourager. Cette pédagogie doit être encadrée par les professeurs d'enseignement techniques et généraux, et supervisée par les inspecteurs pour éviter les dérapages.

Face à l'innovation certains enseignants renoncent par peur du risque ou d'enfreindre l'organisation scolaire traditionnelle, par crainte de ne pas respecter le référentiel, par crainte de créer des tensions avec les autres collègues, par crainte des réactions des inspecteurs, par crainte des réactions des élèves et de la liberté qu'il faut leur laisser pour avancer ou par crainte de l'inertie paresseuses des étudiants... Pour aider ces enseignants, il est possible de les faire travailler en réseau à l'échelon local, de les faire se rencontrer pour partager leurs expériences, les soutenir et encourager les initiatives ou encadrer les pratiques ou projets hasardeux.

La réforme de l'enseignement professionnel mise en œuvre par M. Blanquer ouvre des portes vers cette pédagogie. Souhaitons qu'elle se généralise dans la filière bac pro-STS et qu'une partie significative des cours professionnels soit réalisée sur ces principes.

Il est possible d'emmener très loin des étudiants, lorsqu'ils sont soutenus par un projet qui les motive. Pour cela, il faut recourir à des pédagogies innovantes en mettant les étudiants sur des projets réels dont ils sont responsables. Lorsque cette condition est remplie, alors ils acquièrent rapidement une confiance et une autonomie qui les rend fort et dont ils peuvent se prévaloir sur leur CV. Malheureusement, les référentiels sont très contraignants et limitent voire interdisent les expérimentations et les initiatives pédagogiques. Il en va de même pour le diplôme

¹² « La fabrique de la défiance », Yann Algan, Pierre Cahuc, André Zylberg, Albin Michel, 2012

¹³ <http://ecole-vivante.com/> (pour une première approche)

dont le format est national, ce qui ne laisse aucune liberté aux équipes pédagogiques. C'est regrettable pour les étudiants et pour les institutions.

Nous constatons quotidiennement les difficultés rencontrées par les enseignants et par une partie de ces jeunes. Donnons aux professeurs et aux jeunes la possibilité de faire autrement. Face à un jeune sans projet et sans motivation il est compliqué de proposer des solutions. C'est la complexité de cette tâche qui doit conduire à chercher de nouvelles pistes pour que cette réalité ne soit pas une fatalité. Des voies sont possibles pour sortir par le haut, mais pour cela il faut sortir des schémas traditionnels, rompre avec les routines et les pédagogies qui ne marchent pas.

Les projets décrits précédemment, prouvent qu'il est possible de construire un enseignement différent et plus adapté pour des étudiants en rejet du système scolaire. Il faut leur donner les moyens de se mobiliser autour de projets qui motivent, qui donnent envie de s'investir et en interaction avec la réalité. Les compétences mise en œuvre et acquises dans la réalisation de ces projets sont professionnelles, même si les chemins pour y parvenir sont différents. L'objectif ultime est de motiver les étudiants pour qu'ils se prennent en charge et se construisent personnellement et professionnellement.

Il est possible de faire mieux en s'en donnant les moyens. L'institution scolaire doit accepter de promouvoir d'autres façons d'enseigner, d'autres pédagogies peut être au détriment d'un apprentissage académique. Il faut faire confiance aux équipes pédagogiques en leur laissant plus d'autonomie pour innover et prendre des initiatives, pour construire des projets éducatifs motivants pour les jeunes et pour les équipes enseignantes.

Sur l'exemple des écoles professionnelles canadiennes, il est possible d'aider et de stimuler les initiatives en mettant en place des communautés professionnelles d'apprentissage¹⁴ dans lesquelles les enseignants qui partagent les mêmes cours dans des établissements différents se rencontrent régulièrement pour partager leurs expériences et leurs meilleurs pratiques. Sur le même principe, les enseignants de Singapour (1^{er} au classement PISA) sont formés et travaillent en réseau pour partager, leurs expériences et les pratiques les plus efficaces. La France reste sur de vieux schémas sclérosés qui ne facilitent absolument pas ces interactions. Elles pourraient pourtant aider les enseignants à améliorer leurs pratiques pédagogiques et rassurer les nouveaux professeurs en leur faisant bénéficier d'un tutorat intégratif. Ces groupes pourraient être initiés par les inspecteurs académiques, qui deviendraient des conseillers et incitateurs pédagogiques. Ils pourraient également canaliser les initiatives pour éviter les projets trop hasardeux.

La généralisation des CCF pourrait laisser une souplesse pédagogique à partir d'un référentiel commun. Chaque évaluation serait déterminée par l'établissement sous le contrôle des inspecteurs pédagogiques. Chaque équipe pédagogique pourrait concevoir et mettre en œuvre des pédagogies innovantes et adaptées aux publics de STS dans le cadre des référentiels nationaux. La cohésion entre les formations et les établissements continuerait à être faite par les inspecteurs dont la mission serait de contrôler la qualité des formations et des initiatives, le respect des référentiels ainsi que la diffusion et le partage des pédagogies qui marchent.

5. Rendre les programmes réalistes

Enseignants et spécialistes du monde de l'éducation se déchirent régulièrement sur les conséquences des réformes. Les programmes sont-ils simplifiés ? sont-ils moins exigeants ? ou ont-ils d'autres exigences ? Nous ne trancherons pas la question, ce n'est pas l'objet de cet ouvrage. Nous pouvons cependant constater que ces réformes sont parfois contradictoires, discriminatoires et teintées d'idéologies.

Des options ont été introduites au bac pour permettre à des jeunes en difficultés, de gagner des points afin de réussir le bac. Curieusement, elles permettent à certains de réussir avec une moyenne supérieure à 20/20. Dans les faits, elles aident des jeunes de réussir le bac en apportant des points supplémentaires, mais on constate également qu'elles profitent principalement à des jeunes qui n'en ont pas besoin. Par ailleurs, certaines matières ou filières jugées accessoires et/ou discriminatoires sont supprimés ou réformés car elles sont principalement retenues par les enfants issus de milieux favorisés (latin, grec, allemand, bac S) puis par un jeu idéologique stérile sont annulées ou modifiées selon l'orientation politique des ministres successifs.

Compte tenu des compétences des élèves qui entrent aujourd'hui en STS, il est de plus en plus évident que les programmes ne sont plus adaptés à ce public. Sachant que la plupart des référentiels de STS tertiaires ont été modifiés depuis 3 ans il est à craindre que l'adaptation ne pouvant plus être réalisée par les référentiels, soient réalisée par un ajustement des exigences à l'examen. Il est indispensable qu'il puisse y avoir une expression directe des enseignants dans les commissions chargées d'élaborer les programmes et de réformer les formations et les diplômes.

¹⁴ <https://www.ctreq.qc.ca/realisation/communaute-dapprentissage-professionnelle-cap/>

6. Former aux exigences professionnelles

• Compétences et savoir-faire

Les normes d'évaluation et les exigences ont été modifiées pour faciliter l'accès au bac et la poursuite d'études des jeunes en difficultés. Le principe est louable mais il aboutit à former des jeunes déconnectés des réalités et des exigences professionnelles. Cette pratique les trompe sur leur niveau réel. Ces adaptations peuvent se comprendre dans une filière généraliste (et encore) qui ne débouche pas directement sur un emploi, **mais dans les filières professionnelles et tertiaires qui sont censés préparer les jeunes à entrer sur le marché du travail, c'est un mensonge irresponsable, doublé d'une déconsidération des enseignants professionnels dont les compétences sont bafouées.**

Il est indispensable de revenir à des critères d'évaluations professionnels. Cette évolution peut conduire à une baisse des résultats si ces changements ne sont pas accompagnée de la mise en œuvre des nouvelles pratiques pédagogiques.

Par ailleurs, les contenus des formations sont encadrés et normalisés dans des référentiels de plus en plus détaillés. En 30 ans j'ai vu évoluer ces documents et leurs complexités. Ils atteignent aujourd'hui un degré de détail et de perfection formelle impressionnant... À titre d'exemple, voici comment sont détaillées les activités à apprendre et la façon de procéder.

Les derniers référentiels de BTS définissent par pôle de compétences (Relation client fournisseur par exemple) les contraintes suivantes :

- A. Les activités à réaliser
 - a. Les tâches à mettre en œuvre dans le cadre de l'activité
 - b. La compétence attendue dans le cadre de l'activité
 - i. Le contexte de l'activité et des tâches
 - ii. Les données de situation à utiliser pour réaliser les tâches
 - c. Les domaines de savoirs faire associés
 - d. Les critères de performance
 - i. En termes opérationnels/méthodologique
 - ii. En termes de communication
 - e. Le périmètre de responsabilité

En pratique, l'enseignant n'a aucune liberté, d'autant plus que l'évaluation est réalisée par un examen national. Tout est en place pour un enseignement académique, sclérosé, normalisé et rejeté par les étudiants. Sans oublier les séances « d'exégèses » des inspecteurs qui expliquent les attendus du programme et l'irritation des enseignants face à un document de plus en plus riche et complexe à comprendre qui traite de tout sauf de la qualité de l'évaluation qui annule la rigueur de sa construction par des critères non professionnels. Heureusement les réformes récentes introduisent de plus en plus de contrôle continu qui donnent quelques souplesses dans les enseignements.

Mais plus encore, le degré de détail des référentiels révèle un manque de confiance consternant dans les équipes enseignantes. Par une synergie négative on a le sentiment que tous les acteurs du système scolaire doutent de la compétence des professeurs. Ce doute hiérarchique justifie également la perte d'autorité des enseignants auprès des familles et des élèves. Faisons confiance aux équipes enseignantes pour mettre en place des formations adaptées au marché de l'emploi local, pour former des jeunes en adéquation avec les demandes des entreprises. Arrêtons de les corseter et reconnaissons leurs compétences pédagogiques et professionnelles. Pour garantir l'efficacité et éviter les dérapages des enseignants de type « électrons libres », Il est indispensable de constituer des équipes qui travaillent de concert qui mêlent professeurs techniques et professeurs d'enseignement général sur chaque projet de groupe, d'équipe ou individuel des élèves.

• Le savoir-être

Le savoir-être correspond à la capacité d'une personne à adapter ses interactions à son environnement. Cette capacité concerne la communication verbale, non verbale et l'ouverture aux autres (l'attitude, le comportement, les réactions, les propos, l'habillement, le registre du langage, l'empathie, la bienveillance, la solidarité, l'esprit d'équipe, etc.). Le manque de savoir-être provient essentiellement :

- d'un manque de connaissances ou de respect des codes et des règles utilisés dans un groupe social (classe, école, club, entreprise...).
- d'un manque de tact ou de délicatesse dans la façon de communiquer avec les collègues (de classe, du club, de l'entreprise).

- d'un manque d'attention, de bienveillance, de solidarité avec les collègues (de classe, du club, de l'entreprise).

Le savoir-être peut-être altéré par le manque de contrôle de soi ou par le stress. Dans tous les cas, ne pas le respecter nuit à son image et peut provoquer des tensions ou des rejets de la part du groupe auquel la personne appartient.

Le savoir-être se manifeste dans des détails quotidiens : être à l'heure, dire bonjour, ranger son manteau et ne pas le laisser sur la table, poser son sac au sol, remercier pour un service rendu, ranger et désactiver son téléphone s'il doit l'être, ne pas l'utiliser en cours et contrôler son usage en dehors des cours, avoir une tenue correcte, être propre, respecter les lieux, respecter les enseignants, le personnel non enseignant, ses collègues de travail...

La plupart des élèves issus de bac professionnel qui entrent en STS n'ont pas les codes adaptés aux situations auxquelles ils sont confrontés. Ils ne connaissent pas les règles qui régissent l'enseignement supérieur et celles qui concernent l'exigence de travail et la communication. En pratique, ils sur-réagissent aux situations contraignantes, ils ne prennent pas le temps de réfléchir avant de répondre, ils expriment spontanément et sans filtre leurs ressentis. En analyse transactionnelle on parle d'un comportement enfant spontané ou rebelle. Cette situation a deux conséquences.

- Ces réactions parfois systématiques et intempestives perturbent les cours et les apprentissages, nuisent à l'image du jeune et génère des situations conflictuelles avec les enseignants, les collègues et on peut le supposer avec leurs parents. Cette incompétence relationnelle complique la communication et fait perdre un temps inutile aux acteurs de la communication.
- Cette compétence est réclamée par les entreprises qui sont confrontées à leur tour aux mêmes problèmes que les enseignants avec des jeunes qui sont inadaptés pour s'intégrer, travailler et communiquer dans une équipe de travail (soft skills).

Le savoir être est une compétence sociale qui s'apprend au contact des adultes, des parents, des professeurs et de la société. Ces lacunes sont courantes en bac pro et se généralisent en STS. Certains acteurs ne jouent pas leurs rôles éducatifs par conviction ou par lâcheté. Apprendre le savoir-être porte-il atteinte à la liberté de l'enfant ? Certains prétendent qu'il s'agit d'une évolution inéluctable de la société et des jeunes et qu'il faut s'y adapter... Je vis à proximité de la Suisse, pourquoi de l'autre côté de la frontière les comportements sont-ils plus contrôlés, plus sociaux et plus respectueux des autres et de la société ? Je n'ai pas le sentiment d'avoir affaire à des victimes et à des personnes brimées.

Rapport du Cnesco

Ce mouvement fait écho à une évolution de l'éducation elle-même qui doit apporter non seulement des savoirs et des compétences, mais aussi des capacités sociales et individuelles (Goirand, 2009). C'est d'ailleurs une demande forte des entreprises que de voir arriver sur le marché du travail des jeunes qui aient non seulement des compétences techniques mais aussi des compétences sociales (communément qualifiées de savoir-être). Améliorer l'employabilité des jeunes, et donc mieux les équiper en compétences sociales, est globalement un facteur de développement économique et de croissance (Unesco, 2015). L'enseignement professionnel apporte-t-il /doit-il apporter des compétences non académiques aux élèves, et cela davantage dans la formation par apprentissage ?

La méritocratie du système éducatif français (Verdier, 2001) accorde une place centrale aux compétences académiques, ce qui l'expose au risque avéré d'être fortement inégalitaire, d'autant plus que l'orientation et l'accès à l'emploi reposent fortement sur les ressources du milieu familial et social (Baudelot et Establet, 2008) ainsi que sur des attitudes et des savoir-être dont l'acquisition n'est précisément pas la priorité de ce système éducatif.¹⁵

❖ La charte du savoir-être

Il est indispensable de former les jeunes au savoir-être et de leur apprendre à dépasser leur enfant libre et spontané. Ce travail doit être entrepris dès la maternelle puis poursuivi à l'école primaire, au collège et au lycée. Les enseignants doivent être réactifs face à des comportements inappropriés. Il faut également envisager un travail avec les familles et notamment avec celles qui sont dépassées par les comportements de leurs enfants. Les solutions doivent être adaptées à la nature des dysfonctionnements, mais pour cela, il est important de commencer par faire savoir les exigences attendues. Il est important de dire ce que l'on fait et de faire ce que l'on dit.

¹⁵ http://www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2016/09/160601_Rapport_international_CCI_EP.pdf

❖ Former au savoir-être

Le manque de savoir-être nuit énormément à l'apprentissage des compétences, car les étudiants consacrent une grande énergie dans la défense de leur intégrité, de leurs droits, dans la contestation ou la rébellion, au lieu de la consacrer à apprendre. Il est essentiel, d'introduire, en début de formation, ces notions dans une formation à la découverte de soi. Chaque séance doit intégrer un apport de connaissance et des jeux de rôle, des temps de réflexions et d'introspections personnelles. Cette formation doit également expliciter et justifier la charte du savoir-être pour vivre en commun. Les points suivants peuvent améliorer la situation et être étudiés.

Les compétences sociales sont certainement les plus difficiles à changer car elles touchent à l'être profond et à sa relation aux autres. Elle révèle l'égo de l'individu, sa personnalité, la façon dont il se perçoit et la façon, dont il perçoit les autres. Il n'est jamais facile de renoncer à une partie de sa liberté d'être et de parole au profit du bien vivre ensemble. C'est un travail qui prend du temps et il n'est pas rare que certains refusent de s'y plier. Dans ce cas, ils peuvent être conduits à quitter l'établissement... c'est la règle. Ce travail doit commencer dès les classes antérieures. La lettre de rentrée 2018-2019 de Jean Michel Blanquer définit des objectifs dans ce domaine.

Il semble y avoir une réelle perception du problème mais une incapacité à y apporter des solutions pratiques. Les premiers retours concernant la mise en œuvre de la réforme des lycées professionnels sur ce point semblent se caractériser par... un grand silence et une absence de consignes... L'absence de réaction provient également des attaques systématiques lancées contre toutes les initiatives destinées à renforcer les savoir-être. Il suffit pour s'en convaincre de voir les réactions disproportionnées dès qu'un établissement évoque le rétablissement d'un uniforme ou d'un code vestimentaire (dress-code). Il s'agit pour certains d'une atteinte à une liberté fondamentale, et il est fréquent que les journaux en parlent, y compris les JT de 20 heures. Il y a une hyper-réactivité qui est amplifiée par les réseaux sociaux et plus particulièrement par facebook et Twitter. Ce n'est pas aux jeunes de décider ce qui est bien ou mal, leurs avis doivent être entendus, mais ils sont parfois dans une ignorance ou un déni de réalité. Les faits sont imparables, les savoir-être sont des valeurs sociales intégratives qui améliorent l'employabilité du jeune. **Tout renoncement dans ce domaine accroît la ségrégation et les inégalités sociales et nuit à l'embauche et aux poursuites d'études des jeunes issus des milieux défavorisés et de l'immigration.**

7. Mettre en place un accompagnement personnalisé

• Préparer l'accès au BTS

Les élèves issus de bac professionnel ont du mal à s'adapter aux STS. Il est important de les préparer et de les adapter aux exigences du BTS. Dans le cadre de la réforme des lycées professionnels, chaque élève qui voudra entrer dans le supérieur, devra suivre en terminale une préparation à la poursuite d'étude de 91 h. Les actions suivantes peuvent être engagées :

- faire intervenir des professeurs de STS sur les heures de préparation à la poursuite d'études ou sur d'autres cours en accord avec l'équipe enseignante de bac professionnel,
- organiser des visites des locaux de STS avec des rencontres élèves/étudiants et élèves/professeur pour que les jeunes aient les réponses aux questions qu'ils se posent,
- permettre à des élèves d'assister à des cours de STS,
- organiser des entretiens de motivation et de projet pour les élèves qui souhaitent postuler en STS.

• Soutenir le parcours en STS

Les STS connaissent un nombre croissant de démissions au cours de la première année qui peut atteindre 30 à 40 % d'une section. Les étudiants qui entrent en STS sont plutôt fragiles. La plupart ont besoin d'être coachés, encadrés, conseillés, soutenus, orientés tout au long de la première année pour les rassurer et éviter les départs ou les renvois. Il est important de mettre en place des actions de soutien de la classe et des élèves.

Il est essentiel qu'un volume horaire de HSA et de HSE soit attribué, par la direction de l'établissement, aux professeurs des sections de STS pour financer ces actions sans quoi rien n'est possible. Par ailleurs, ces accompagnements doivent être intégrés dans les emplois du temps et ne doivent pas trop alourdir les semaines de travail des étudiants. Ce travail pourrait être intégré dans l'année passerelle de préparation à l'entrée en STS, mais il pourrait être intégré dans la première année d'une licence de technicien supérieur (voir partie 8).

La mise en œuvre de toutes ces actions ne garantit en aucun cas la disparition des problèmes. Leurs intérêts et de soutenir les élèves qui ont envie de s'en sortir, qui arrivent à se construire un projet et à se motiver pour leurs études. Il restera toujours une part d'étudiants sans projet, sans motivation qui resteront sourds à toutes les incitations mises en œuvre pour les aider. Au-delà de certaines limites l'équipe enseignante ne peut rien faire, c'est de la responsabilité du jeune.

8. Transformer les BTS en licence de technicien supérieur (LTS)

La situation en STS tertiaires s'est fortement détériorée depuis l'arrivée des bacs pro en 3 ans. Ces élèves n'ont pas les compétences pour aller à l'université et une grande partie ne sont pas capables de suivre une formation en STS. Pour faire face à cette situation, le ministère a ouvert les portes des STS et a annoncé la création de places supplémentaires dans ces sections. Les programmes ont été rénovés pour les rendre plus accessibles aux bacs pro et les compétences ainsi que les exigences ont été réduites. Ces faits sont confirmés par tous les enseignants de STS.

Ces mesures restent dans une logique de flux, les débouchés des bacs pro sont adaptés pour accueillir plus de monde et les programmes simplifiés pour faciliter l'écoulement des flux. Le ministère reproduit en STS ce qui a été fait en bac pro. Mais nous avons vu que ces transformations se font au détriment des compétences et de la qualité des formations.

Il n'est pas possible de poursuivre ces politiques schizophrènes qui accroissent la précarité de dizaines de milliers de jeunes qui sortent de la filière tertiaire chaque année.

Une réforme a été lancée en 2018 pour revaloriser les bacs professionnels. Elle s'appliquera en 2019 au classe de seconde, puis en première en 2020 et en terminale en 2021. Si les contenus annoncés sont bien mis en œuvre, elle devrait améliorer la situation, en ce qui concerne la recherche d'un projet, la motivation des jeunes et la préparation à la poursuite d'étude. Mais il est à craindre que les effets les plus importants ne concernent pas forcément les élèves de la filière tertiaire. La réduction des effectifs du bac pro gestion et administration ne changera pas le niveau des jeunes qui en sortiront. Dans ce contexte, **il est essentiel de prolonger la réformes des lycées par une réforme des STS destinée à corriger et à restaurer les exigences, les compétences et les savoir-être des étudiants pour les requalifier et leur faciliter l'accès à l'emploi.**

Les problèmes apparus en STS proviennent principalement du passage du bac pro en 3 ans qui a réduit d'une année la formation et d'autant la qualification. La nouvelle réduction de la profession-nalisation des bac pro en 2 ans au lieu de 3 risque fort d'aggraver encore les problèmes rencontrés en STS (la classe de seconde devient une année d'orientation et de préprofessionnalisation générale). L'autre problème tout aussi grave est l'arrivée de jeunes en déshérence et sans projet. Au vu de cette évolution, il apparait indispensable de restaurer une année supprimée si l'on souhaite maintenir un certain niveau au STS. Elle doit permettre de réaliser une transition, une adaptation et une mise à niveau des jeunes pour préparer le BTS.

Il est impossible de revenir en arrière et de repasser le bac en 4 ans. Une année passerelle ou de transition est mise en place actuellement entre le bac et l'entrée en STS. Elle reste aujourd'hui une option pour ceux qui ont des niveaux insuffisants, sachant que les meilleurs gardent la possibilité d'entrer directement en STS ou pour ceux qui n'ont pas été admis en STS ou dans d'autres établissements. L'expérience montre que les élèves qui entrent directement dans le STS en 2 ans n'ont pas non plus le niveau nécessaire pour préparer le BTS, ce qui conduit encore et toujours à baisser les niveaux pour leur permettre de réussir. **Il existe une spirale infernale qui aboutit à une baisse continue des niveaux de formations.**

Par ailleurs, le nombre de places en STS est insuffisant pour satisfaire toutes les demandes des bacheliers professionnels. Les élèves refusés en STS sont condamnés à suivre une année de transition pour patienter. Ils le vivent comme une perte de temps et une injustice par rapport à ceux qui sont admis directement en STS, même s'il faut bien admettre que la plupart n'ont pas été pris en STS car leur niveau était encore plus bas que ceux qui ont été retenus directement en STS.

Il est possible de sortir de cette problématique par le haut en transformant le BTS en licence de technicien supérieur en 3 ans.

Cette solution présente plusieurs avantages.

- Elle permet d'aligner les BTS devenu LTS sur le LMD. Elle devient une filière courte en 3 ans professionnalisante et pratique.
- Elle valorise ce diplôme au yeux des jeunes et de leur famille. Ils ne préparent plus un BTS mais une licence.
- Elle restaure l'année de formation qui a disparu en bac professionnel et qui a conduit aux problèmes décrit dans cet ouvrage. Elle permet de remonter les niveaux et les compétences.
- Elle uniformise la suite du bac pro en n'ayant plus des élèves qui font une année transitoire et d'autres pas. Ceux qui font une année passerelle ne se sentiront plus lésés par rapport aux autres.
- Tous les étudiants bénéficient de la mise à niveau en 1^{re} année de LTS. L'expérience montre qu'elle est indispensable pour tous, y compris pour ceux qui entrent directement en STS sans faire une année passerelle ou d'adaptation.
- Elle ne nuit pas à l'objectif des 80 % d'une classe d'âge au bac, puisque rien ne change à ce niveau.

- Elle conforte l'objectif de 50 % d'une classe d'âge diplômée du supérieur, en réduisant le taux d'échec en STS.
- Le coût de la 2^e et de la 3^e année est prise en charge par des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation ce qui allège le coût des formations pour l'Éducation nationale. Les gains réalisés permettent de financer la première année et éventuellement des classes allégées, un encadrement renforcé ou des pédagogies innovantes.
- Les professeurs ont des étudiants plus compétents dans la phase de professionnalisation.

Cette solution présente deux inconvénients qui sont le coût pour l'Éducation nationale puisqu'elle conduit à financer une année de formation supplémentaire. Ce qui nécessite des locaux et des postes d'enseignants en plus. Par ailleurs elle risque de provoquer une opposition du milieu universitaire qui ne verra pas d'un bon œil l'attribution du nom licence à ce diplôme. Il est donc important de bien faire la distinction entre les licences professionnelles et les licences de technicien supérieur.

Nous avons vu que ces étudiants rejettent le système scolaire traditionnel et que l'alternance est plébiscitée. Par ailleurs, les statistiques montrent que les entreprises signent plus facilement des contrats d'alternances dans le supérieur au détriment des contrats de niveau bac. La solution consisterait à réaliser la 1^{re} année sous un format traditionnel pour adapter les étudiants aux minimas exigés en STS/LTS. Les 2 années suivantes seraient réalisées en alternance. Cette option présenterait plusieurs avantages.

- Le coût de la 2^e et de la 3^e année serait prise en charge par des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation, ce qui allègerait le coût des formations pour l'Éducation nationale.
- Les gains réalisés pourraient être rendus au ministère ou pourraient servir à améliorer l'encadrement sur la 1^{re} année qui reste en formation traditionnelle (allègement des classes, encadrement renforcé et pédagogies innovantes).

Une telle évolution serait une suite logique de la réforme des bacs professionnels. Elle rétablirait en partie la situation qui prédominait avant le passage du bac en 3 ans et permettrait au diplôme de retrouver la réputation qu'il a perdue depuis 2012.

Cette option contribuerait à la démocratisation de l'enseignement supérieur par une réforme qui tirerait la filière vers le haut et plus vers le bas comme cela c'est fait jusqu'à présent.

Les défenseurs des valeurs traditionnelles dénonceront l'abaissement du niveau des licences, d'où l'importance de bien distinguer licence pro et licence techniques. Mais elle résout le « bricolage » mis en place entre le bac et le BTS actuel et qui n'est pas satisfaisant et surtout elle apporte une réponse positive et pratique à la baisse des niveaux des STS qui ne peut qu'améliorer l'employabilité des ces jeunes et satisfaire les besoins des professionnels.